

KANOUN

Revue mensuelle



Association démocratique pour des réfugiés
Iraniens



Troisième années Nr.3 Mars 2008



Madjid Moshayedi

Les mollahs à Davos

Dans notre article du jeudi 25 janvier, nous faisons allusion à la présence inhabituelle de Khatami à Davos.

Celui qui préside habituellement la délégation du régime des mollahs a été au pied levé remplacé par Khatami.

Nous y avons vu le désir du régime de sonder l'attitude de ses partenaires économiques quant à une éviction d'Ahmadinejad.

Hélas, nous ne nous étions pas trompés : le régime prépare un retour au dialogue et au sourire. Davos a également été l'occasion de connaître les vrais alliés des mollahs.

Page 2



Nouveau rapport mitigé de l'AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a publié un nouveau rapport sur le nucléaire iranien, dans lequel elle affirme n'être toujours pas en mesure de certifier la nature du programme de Téhéran.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a affirmé dans ce rapport que l'Iran lui avait fourni de nouvelles informations sur son programme nucléaire controversé, mais "toujours pas d'une manière complète et cohérente".

"Ces informations ont été fournies de façon lacunaire et non pas de manière complète et cohérente", a regretté l'agence.

Elle a surtout affirmé n'être toujours pas en mesure de certifier la nature du programme nucléaire iranien, dont de nombreux pays estiment qu'il a un objectif militaire.

Le groupe 5+1, qui rassemble les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et l'Allemagne, avait accepté d'attendre le rapport de l'AIEA avant d'engager de nouvelles mesures contre Téhéran.



Les "Six" de l'ONU visent une adoption prochaine

Page 3



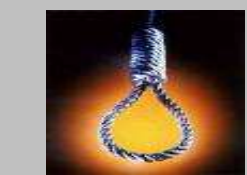
L'Iran prépare sa riposte contre l'inspection de ses navires

Page 4

Les déclarations chocs de l'Iran



Page 5



Depuis le début de l'année, le régime des mollahs a pendu plus de 50 prisonniers

Page 6



L'histoire de la Journée internationale de la femme

Page 7

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Madjid Moshayedi

Les mollahs à Davos

Il y eut d'abord El Baradai qui le jour même de la demande d'expulsion définitive du chef de ses inspecteurs du territoire iranien a encore rappelé la nécessité de continuer le dialogue : autrement dit d'accepter les conditions imposées par Téhéran de mener des négociations sans fin. À cette occasion, rappelons que cet Égyptien très proche de la Ligue Arabe suit les règles fixées par les mollahs et n'évoque sous aucun prétexte les sanctions. La Ligue Arabe s'est distinguée ces derniers temps par une attitude peu arabe. Cette organisation prend invariablement la défense du programme nucléaire des mollahs et parallèlement appuie les positions du Hezbollah. Nous serons sans doute bientôt fixés sur cette orientation peu conforme aux nouvelles positions défendues par l'Arabie Saoudite.

Le Second et plus important « outing » en rapport avec la présence sondeuse de Khatami à Davos a été fait par un ministre français ! Il s'agit de Jean-François Copé qui n'a pas manqué l'occasion pour afficher une attitude plus que complaisante avec ce mollah responsable de plusieurs dizaines de milliers de morts d'enfants pendant la guerre Iran-Irak.

Copé a dit : « Je réfute la notion de choc des civilisations, il s'agit plutôt d'un choc des ignorances. La question de l'identité est aujourd'hui fondamentale. Or, aujourd'hui, en Europe, nous avons parfois une conception très agressive de ce qu'est l'identité. Cela nous permet d'éluder la réflexion sur nos valeurs communes ».

Jean-François Copé aurait donc des valeurs communes avec cet homme qui a été responsable de la purification des universités iraniennes, des persécutions des juifs iraniens, d'exécutions des dissidents ? Évidemment, non. **Jean François Copé essayait de faire ce que l'émissaire Français aurait dû faire à Téhéran : donner une meilleure image d'un régime sanguinaire et ce pour démontrer qu'il y a en Iran, parmi les mollahs, des personnes très fréquentables.**

Téhéran avait espéré cette visite car depuis que les Etats-Unis ont décidé d'imposer des sanctions bancaires à l'Iran, ce pays ne peut plus faire des transactions en dollars et sa situation économique s'est détérioré. Selon les mollahs, la visite de

l'émissaire français aurait pu rétablir la confiance car elle aurait pu prouver l'existence de personnalités ouvertes au dialogue...

Les intérêts Français en Iran sont en jeu. Il faut empêcher l'application des sanctions économiques nuisibles à ces intérêts. La France doit trouver une solution basée sur des négociations et non sur des sanctions. Le jugement des Français est donc altéré par le désir fou de rendre les mollahs fréquentables !


Passons le fait que ce fut ce même personnage, c'est-à-dire Khatami, qui avait été en charge de mener la Troika en bateau tout en continuant clandestinement des activités nucléaires iraniennes. La France, par la voix de Jean-François Copé, a été l'état le plus enthousiasmé par la présence de Khatami à Davos.

La suite est très préoccupante. Copé ne s'est pas contenté de parler Culture et Dialogue, il a aussi tendu la perche à Khatami avec un sous-entendu presque nucléaire : « Dans les débats publics, nous parlons de beaucoup de politique ou d'histoire, moins d'économie et de géographie. Je suis d'accord avec le président Khatami quand il dit qu'on ne peut pas gouverner le monde en laissant tant de gens en marge du progrès... »

Progrès nucléaire ? La France joue avec le feu, surtout après les mises en garde de son ami, **allié et fournisseur l'Arabie Saoudite** quant à l'importance accordée par la France au régime des mollahs dont les objectifs sont nucléaires mais aussi terroristes et hégémonistes.

À Davos, Khatami n'a peut-être pas pu réunir des éléments confirmant la nécessité pour le régime de changer de fusible. Il fera sans doute d'autres sorties pour sonder d'autres partenaires économiques de l'Iran...

Mais à Davos, deux des amis des mollahs ont fait des « **outing** » **remarqués**. Les deux seront dans le collimateur des Saoudiens et leurs alliés arabes, qui sont à la fois des adhérents de la Ligue Arabe et des fournisseurs des besoins pétroliers français.

À cause de ses intérêts en Iran, la France fait encore cavalier seul, et continue une diplomatie bien sinieuse qui est fort peu discrète et aura des conséquences prévisibles. 

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Les "Six" de l'ONU visent une adoption prochain

Une version amendée du projet de résolution prévoyant de nouvelles sanctions contre l'Iran pour son programme nucléaire doit être présentée formellement jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU pour une adoption si possible dès la semaine prochaine, a indiqué l'ambassadeur de France Jean-Maurice Ripert.

"Nous allons formellement introduire cet après-midi le projet de résolution au Conseil de sécurité au nom des trois coparrains, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne", a dit M. Ripert à des journalistes.

"L'objectif est d'entamer des négociations formelles" afin d'aboutir à une adoption le plus tôt possible, peut-être dès la semaine prochaine, a précisé l'ambassadeur.


"On va refaire un tour formel de négociations avec pour objectif de déposer le texte en bleu et de passer au vote, si nécessaire, le plus tôt possible. Dans l'idéal d'ici la fin de la semaine prochaine, mais si on ne peut pas on attendra quelque jours de plus", a-t-il dit. Mettre un texte "en bleu" est un terme technique de l'ONU qui signifie qu'il est prêt à être adopté.

"Entretemps il y aura probablement de nouveaux contacts à six, au niveau des directeurs politiques", a encore dit le diplomate français. Indiquant que le texte a été très légèrement amendé par rapport à sa première version, M. Ripert a précisé que "l'exercice a été lancé à six, le texte que nous déposons est un texte validé par les Six."

Les grandes lignes du projet avaient été approuvées en janvier à Berlin par les ministres des Affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et de l'Allemagne.

Il comporte un nouveau train de sanctions économiques et commerciales contre l'Iran, soupçonné de poursuivre un programme nucléaire militaire secret sous couvert de production d'électricité. Téhéran soutient que son programme est purement civil et ne vise qu'à satisfaire ses besoins croissants en énergie.

Lors de discussions informelles, plusieurs pays membres du Conseil de sécurité avaient émis le souhait que le Conseil attende le prochain rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur le programme nucléaire iranien.

L'Iran fait déjà l'objet de trois résolutions du Conseil, dont deux assorties de sanctions, pour le contraindre à coopérer plus largement avec l'AIEA et à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium. 


Téhéran menace Paris d'une dégradation des liens économiques

Agence France Presse - L'ambassadeur iranien en France, Ali Ahani, a mis en garde lundi contre une possible dégradation du climat économique entre son pays et la France en raison de l'attitude de Paris dans le dossier nucléaire iranien.

«Nous espérons que le gouvernement français ne privera pas les entreprises françaises du marché iranien», a déclaré le diplomate à la presse, alors que Paris plaide à l'ONU en faveur d'une nouvelle résolution de sanctions pour amener Téhéran à cesser ses activités nucléaires les plus sensibles.

M. Ahani a laissé entendre que cela concernait aussi bien des mesures d'embargo qui seraient décidées par la France envers l'Iran que d'éventuelles représailles iraniennes contre les entreprises françaises opérant dans ce pays. «Nous espérons que l'on n'ira pas dans cette direction», a toutefois ajouté l'ambassadeur iranien.

M. Ahani a également réaffirmé la position de son gouvernement pour qui le rapport publié vendredi par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur le nucléaire iranien «est un grand succès pour nous» et a assuré que Téhéran voulait «continuer de travailler avec l'agence» de Vienne. Selon ce rapport, Téhéran poursuit ses activités d'enrichissement d'uranium, en dépit des pressions de l'ONU, et n'a toujours pas fourni d'informations «complètes et cohérentes» sur son programme nucléaire. M. Ahani a par ailleurs souhaité que la France «clarifie» son projet de créer une base militaire aux Emirats arabes unis, en face des côtes iraniennes, annoncé le 15 janvier par le président Nicolas Sarkozy lors d'une visite à Abou Dhabi.

«On se demande à quoi sert de créer une base militaire», a-t-il déclaré, en demandant à Paris de «clarifier» son projet pour «ne pas créer de malentendus». M. Ahani a estimé que «tant que cela ne sera pas bien clarifié, on pourra toujours l'interpréter». L'Iran est opposé à ce projet de base militaire qu'il juge facteur d'insécurité dans la région. 

L'Iran prépare sa riposte contre l'inspection de ses navires



Le régime des mollahs est un régime de propagande spécialiste en art de manipulation des informations, des rumeurs et des images. Alors que l'on parle de l'adoption d'une nouvelle résolution, il prépare sa riposte à d'éventuelles mesures de fouilles de navires et d'avions-cargos à destination et en provenance d'Iran.

Au moment où les représentants des 6 (5 membres du Conseil de Sécurité+ l'Allemagne) ont présenté au Conseil de Sécurité une version amendée du projet de résolution prévoyant de nouvelles sanctions contre l'Iran, Téhéran a déclaré qu'il venait de doter sa marine d'un modèle de petit patrouilleur rapide d'apparence furtive et équipé de petits missiles. L'objectif annoncé : empêcher des puissances étrangères de mettre en péril la sécurité du détroit d'Ormuz.

Selon le ministre de défense du régime, ces navires sont l'œuvre des ingénieurs iraniens, combattifs et croyants. Il a affirmé que l'Iran en possède 74 exemplaires, mais les images n'en montrent que six exemplaires non-immatriculés en cale-sèche ; et un ou deux autres exemplaires non-immatriculés se livrant à des manoeuvres.

Les spécialistes ne manqueront pas de commenter ces images pour nous expliquer l'origine de ces navires (russe ou chinoise), mais ce n'est pas tant les performances de ces navires qui nous inquiètent mais la volonté de provocation des mollahs. □

De nouveaux documents relèvent l'existence d'un programme nucléaire iranien après 2003

Le Monde- Des documents présentés, lundi 25 février, au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, montrent que l'Iran pourrait avoir mené des travaux en vue de la construction d'armes nucléaires après 2003, a déclaré l'ambassadeur de Grande- Bretagne auprès de l'AIEA, Simon Smith.



La date de 2003 est cruciale, car un rapport des services de renseignement américains (NIE) publié en décembre dernier estimait que l'Iran avait mené dans le passé un programme nucléaire militaire mais qu'il l'avait arrêté en 2003. Néanmoins, les éléments présentés lors d'une réunion d'information contiennent des données sur de possibles travaux sur des armes nucléaires menés après 2003, a indiqué l'ambassadeur.

Au cours de la réunion, les participants ont reçu des informations du directeur général adjoint de l'AIEA, Olli Heinonen, à la suite de la publication vendredi du dernier rapport de l'AIEA sur le programme nucléaire iranien. Ce rapport affirme que l'Iran poursuit ses activités d'enrichissement d'uranium, en dépit des pressions de l'ONU, et n'a toujours pas fourni d'informations "complètes et cohérentes" sur son programme nucléaire. L'AIEA déclare "ne pas être en position de pouvoir déterminer la véritable nature du programme nucléaire iranien".

REFUS DE TÉHÉRAN DE RÉPONDRE À L'AIEA

Selon des éléments figurant dans le rapport, l'Iran aurait effectué des recherches sur la conversion de dioxyde d'uranium, sur des explosifs surpuissants et sur des missiles à têtes multiples. Le directeur de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, a déploré dans son rapport que Téhéran ait refusé de répondre aux demandes d'explication de l'AIEA. Il a déclaré que les éléments en question étaient "un sujet de sérieuse préoccupation", évoquant "une possible dimension militaire".

Dimanche 24 février 2008, l'ambassadeur d'Iran à l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, a qualifié les éléments en question de "falsifiés" et "sans fondement". Mais l'ambassadeur britannique a déclaré à l'issue de la réunion de lundi : "C'était une présentation plutôt impressionnante." Ce matériel, "de sources multiples", montre "des travaux détaillés sur la conception d'une tête [nucléaire], pour étudier comment la tête fonctionnerait, comment elle serait mise à feu et comment elle pourrait être adaptée à un missile Shahab-3", a poursuivi l'ambassadeur britannique. La méfiance envers l'Iran "est en train de s'approfondir", a-t-il souligné □

Les déclarations chocs de l'Iran

AFP, Téhéran, 20 février - Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a lancé mercredi une nouvelle attaque verbale contre Israël, qu'il a qualifié de "sale microbe" et d'"animal sauvage".



"Les puissances mondiales ont créé un sale microbe noir appelé le régime sioniste et l'ont lâché comme un animal sauvage contre les nations de la région", a-t-il dit, lors d'un discours dans la ville de Bandar Abbas (sud), diffusé par la télévision.

Le président ultraconservateur iranien, élu en 2005, est coutumier des déclarations provocatrices envers l'Etat hébreu, dont il a prédit l'élimination. Le général Mohammad Ali Jafari, commandant des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, a affirmé récemment que le mouvement chiite libanais Hezbollah, qui a des liens avec l'Iran, détruirait prochainement Israël.

M. Ahmadinejad a également accusé les grandes puissances d'armer Israël avec des milliards de dollars dans le but de créer un "épouvantail" destiné à faire peur aux pays de la région et à les dominer.



Ahmadinejad dit ne pas craindre les sanctions

Reuters, Téhéran, 23 février - Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad assure que de nouvelles sanctions imposées par l'Onu à propos du programme nucléaire iranien ne feraient pas de tort à l'Iran. "S'ils veulent continuer sur la voie (des sanctions), cela ne nous causera pas de tort. Ils peuvent adopter des résolutions pendant cent ans", a dit le chef de l'État dans une interview à la télévision nationale.

Ceux qui mènent les efforts pour imposer les sanctions et leurs alliés ne "mettront pas la nation iranienne à genoux".

"S'ils continuent (avec cette pression), nous avons prévu des actions réciproques", a encore dit Ahmadinejad sans autre précision.

Il avait auparavant déclaré que le nouveau rapport de l'Agence internationale de l'Énergie atomique sur le programme nucléaire iranien constituait une victoire sur l'Occident qui accuse Téhéran de vouloir se doter de l'arme nucléaire.

L'AIEA a estimé dans un rapport divulgué vendredi que l'Iran avait fait des progrès sur la voie de la transparence mais que de sérieux doutes subsistaient. L'AIEA a aussi indiqué que, pour la première fois, il avait interrogé l'Iran sur des rapports de services de renseignement occidentaux faisant état de travaux liés à la fabrication de bombes atomiques et que Téhéran n'avait pas fourni de réponses satisfaisantes.

TROISIÈME TRAIN DE SANCTIONS?

Les autorités et les médias iraniens ont mis l'accent sur les passages du rapport énonçant des domaines dans lesquels les soupçons ont été levés, ce qu'ils considèrent comme une victoire, mais ils n'ont guère mentionné les autres passages faisant état de la subsistance de doutes.

Les États-Unis, qui s'efforcent d'isoler l'Iran, ont dit que le rapport constituait une bonne raison pour faire adopter par l'Onu de nouvelles sanctions à l'encontre de l'Iran. La France et la Grande-Bretagne ont formulé l'espoir que le Conseil de sécurité de l'Onu voterait la semaine prochaine un troisième train de sanctions.

"(Le président) a félicité le dirigeant et la nation iranienne pour la victoire historique de la nation iranienne dans le dossier nucléaire, dans le cadre de la plus grande confrontation politique avec les puissances autoritaires après la victoire de la révolution islamique", a dit Ahmadinejad cité par la télévision iranienne. Ahmadinejad, dont c'était le premier commentaire sur le rapport, adressait ses félicitations au guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a le dernier mot sur toutes les questions d'État et notamment sur la politique nucléaire. Les pays occidentaux accusent l'Iran de chercher à acquérir la technologie de fabrication d'armes nucléaires. Téhéran s'en défend et dit vouloir seulement produire de l'électricité afin de ménager ses réserves pétrolières et gazières.




L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Depuis le début de l'année, le régime des mollahs a pendu plus de 50 prisonniers

Le régime des mollahs a pendu six prisonniers sans révéler leur identité dans la ville de Zanzan (nord de l'Iran), a rapporté la télévision mercredi.

Quatre autres prisonniers nommés Peyman, Saber, Mohammad et Aliakbar ont été pendus dans la sinistre prison d'Evine, a rapporté l'agence de presse officielle Fars aujourd'hui.

Depuis le début de l'année, le régime iranien a envoyé à la potence au moins 50 prisonniers. En 24 heures, seize prisonniers ont été exécutés à Téhéran, Ispahan, Machad et Zanzan.

Avec une nouvelle poussée des émeutes et des protestations populaires des étudiants, des femmes et des ouvriers, le régime médiéval des mollahs en plein déclin, recourt à davantage d'exécutions. 


Des mollahs confirment la fatwa de mort contre Rushdie

Dans un interview à la télévision d'état le 15 février, Hamid Ansari le directeur adjoint des Archives de Khomeiny a déclaré que la « fatwa de l'Imam Khomeiny contre Salman Rushdie a une signification historique pour l'islam et n'est pas simplement une fatwa. C'est un verdict qui est resté valable aujourd'hui ».

Il y a environ vingt ans, Khomeiny dans une fatwa avait décrété que Salman Rushdie, l'auteur britannique des Versets Sataniques, devait être tué.

Quatre jours plus tard, le bureau de Khomeiny dans un communiqué rejetait les rumeurs propagées par des médias occidentaux comme quoi il aurait dit que "s'il [Rushdie] se repentait" la fatwa serait annulée.


"Quand l'imam [Khomeiny] a pris connaissance du contenu du livre [des Versets Sataniques] il s'est mis à trembler de colère et a juré devant Dieu s'il avait été plus jeune, il l'aurait tué lui-même", écrivait le magazine officiel Pasdar-e-Islam en mars 1989. Khomeiny a explicitement écrit dans sa fatwa que " la mort de Rushdie est imminente et rien ne l'arrêtera, même son repentir."

"Même s'il [Rushdie] regrette et devient en saint par ses prières, le décret ne changera jamais", avait-il ajouté dans sa lettre soulignant le sérieux du crime de Rushdie. 

Un Iranien condamné à mort pour avoir bu de l'alcool

Dépêche de presse du 5 février 2008- Agence Télégraphique Suisse - ATS

Un Iranien de 22 ans a été condamné à mort. Il aurait violé à plusieurs reprises la loi islamique interdisant la consommation d'alcool, rapporte l'agence de presse iranienne Isna.


Selon la charia en vigueur en Iran, quelqu'un qui boit quatre fois de l'alcool est passible de la peine capitale. L'homme a reconnu les faits et a exprimé son repentir, a dit son avocat qui a vingt jours pour faire appel de la condamnation. 

L'arrestation d'une adolescente qui résistait

Samedi le 23 février 2008, l'arrestation d'une adolescente qui résistait par les Forces de sécurité de l'Etat (FSE) s'est transformée en de vastes affrontements entre la population et des unités des gardiens de la révolution envoyées sur place pour réprimer la foule en colère, Place Sadegheh, dans l'ouest de Téhéran.

L'arrestation d'une adolescente qui résistait par les Forces de sécurité de l'Etat (FSE) s'est transformée en de vastes affrontements entre la population et des unités des gardiens de la révolution envoyées sur place pour réprimer la foule en colère, Place Sadegheh, dans l'ouest de Téhéran.

Dans le cadre du prétendu « renforcement de la sécurité publique » des agents des FSE ont essayé de forcer une adolescente à monter dans un fourgon de police. Cependant elle a réussi à fuir avec l'aide de passants et d'adolescents, tous des hommes, qui se sont interposés. Ce fut ensuite au tour des commerçants et de la population locale d'affronter les renforts fraîchement débarqués des FSE.

Au moins 15 personnes ont été arrêtées et le secteur a été bouclé dans les premières heures de la soirée. Le prétendu plan de "sécurité publique" cette année a donné lieu à des mesures de répression sans précédent. Des centaines de milliers de citoyens ordinaires ont été victimes d'arrestations dans la rue, de détentions arbitraires et de plus de 300 exécutions pour ne nommer que ça. 

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

L'histoire de la Journée internationale de la femme



Origines

Comme toutes les dates symboliques, la journée internationale de la femme n'a pas ses origines dans un seul fait historique. Elle symbolise, d'une part, les fruits d'un large processus de luttes, de revendications et de débats et, d'autre part, les parcours silencieux des millions des femmes dans le monde entier.

La référence historique principale de la journée internationale de la femme remonte aux grèves ouvrières déclenchées en 1857 et 1911 à New York alors que les travailleuses du textile protestaient contre leurs piètres conditions de travail. Un événement, en particulier, aurait marqué fortement les manifestations : le 25 mars 1911, un groupe de travailleuses qui manifestait dans une usine de textile à New York, trouve la mort lors d'un incendie. Elles n'ont pas pu échapper à temps. Les portes étaient fermées pour que les travailleurs ne sortent pas avant la fin de la journée de travail.

Une autre référence historique importante c'est la IIe Conférence Internationale des femmes socialistes, en 1910, à Copenhague, au Danemark. Le leader socialiste allemand, Clara Zetkin, a proposé la création d'une journée internationale de la femme, afin de reconnaître les luttes menées par les femmes partout dans le monde.

Une autre référence intrigante concerne la liaison entre la date du 8 mars et la participation des femmes ouvrières à la Révolution Russe. Le 23 février 1917, date du calendrier russe, ou le 8 mars dans le calendrier grégorien, des femmes travailleuses sont sorties dans les rues pour déclencher une grève générale que, plus tard, s'aurai insérer dans des actions révolutionnaires qui ont inauguré la Révolution Russe.

En 1977, soit deux ans après l'Année internationale de la femme, les Nations Unies ont adopté une résolution invitant les pays à consacrer une journée à la célébration des droits des femmes et de la paix internationale.

Le rôle des Nations Unies

Rares sont les causes dont l'ONU assure la promotion qui aient suscité un appui plus intense et plus vaste que la campagne menée pour promouvoir et protéger l'égalité des droits des femmes. La Charte des Nations Unies, signée à San Francisco en 1945, était le premier instrument international à proclamer l'égalité des sexes en tant que droit fondamental de la personne humaine. Depuis, l'Organisation a aidé à créer un patrimoine historique de stratégies, normes, programmes et objectifs convenus au plan international pour améliorer la condition de la femme dans le monde entier.

Au fil des ans, l'action menée par l'ONU en faveur de la promotion de la femme a pris quatre orientations précises : promotion de mesures juridiques; mobilisation de l'opinion publique et de l'action internationale; formation et recherche, y compris compilation de statistiques ventilées par sexe; et assistance directe aux groupes désavantagés. Aujourd'hui, l'un des principes d'organisation centraux des travaux de l'ONU est qu'aucune solution durable aux problèmes sociaux, économiques et politiques les plus pressants de la société ne peut être trouvée sans la pleine participation, et la pleine autonomisation, des femmes du monde entier.

Cependant, comme pour faire échos à cette décision, la journée de la femme est observée pour la première fois dès mars 1911 à travers d'impressionnantes manifestations, aux Etats Unis et dans de nombreux pays d'Europe. Dès lors, la journée connaîtra une répercussion de plus en plus grande au fur et à mesure que les femmes des différents s'organisent pour la conquête de leurs droits.

Le 8 mars est ainsi devenu cette journée de reconnaissance dans de nombreux pays.



- Le régime islamique iranien actuel a créé à travers des discriminations des nouvelles Classes sociales pour perpétuer sa dictature. Le mouvement de délivrance du peuple Iranien essaie de combattre cette politique, qui elle-même met de nombreuses barrières pour empêcher ce combat. Si toutefois ce combat avec l'aide de l'unité du peuple va aboutir, le régime actuel de l'Iran va être archivé dans l'histoire. La destruction du régime islamique est la seule solution pour avoir un pays démocratique en Iran
- Le sort de l'avenir de l'Iran repose entièrement dans les mains du peuple iranien; et non pas dans celles des puissances occidentales qui interviennent habituellement dans les affaires intérieures des pays du tiers monde. Dans le cas d'une intervention étrangère ces Puissances vont être confronté au peuple iranien.
- En conséquence nous condamnons toute sorte d'intervention militaire, nous nous défendons de toute violation territoriale et de toute politique expansionniste occidentale.

Directeur:
Exekutivkomitee
Chefredakteur:
Aghil Jafari

Redaktion
Sahar Abdollahi, Mina Yazdizadegan

La radio voix de la résistance

Un programme de l'association démocratique pour des réfugiés (ADR)

www.nedaye-moghavemat.ch



www.k-d-panahandegan.org
info@k-d-panahandegan.org

L'adresse :
 Postfach 3562
 Zürich 8021

Téléphone: +41-079 402 64 09
 +41-078 842 85 25
 Téléfax : +41-043 535 61 59
 Poste Compte : 87- 441728 – 5

Les représentants des ADR en Suisse et dans l'étranger

Pour prendre contact avec l'association et donner des informations sur la situation des requérants d'asile en Suisse et pour devenir membre de l'association, contactez nous par E-mail ou par téléphone

Canton de Zurich	Mohammad Reza Sarchamy	0765332121
Canton de Berne	Hormoz Rassouli	0787671730
Canton de Soleure	Ali Nazariyan	0794708119
Canton de Bâle	Arsalan Panahi	0793877347
Canton de Zoug	Herar Zadoorian	0765215951
Canton de Lucerne & Schwytz	Leila Mohammadgholikhani	0786742510
Canton de St. Gall	Sadegh Enshai	0763318965
Canton de Tessin	Naser Tavakoldust	0765456540
Canton de Argovie	Arash Egbali	0788306768
Canton de Schaffhouse	Fouad Jahani	0764022343
Canton de Grisons	Mohammad Reza Gholampour	0763047542
Canton de Uri	Moslam Yusafi	0788585072
Canton de Neuchâtel	Rahim Karami Abassabadi	0787613780
Canton de Valais	Hossein Kordinejed	0788494559
Canton de Vaud	Hossein Amir Far	0788392774
Canton de Fribourg	Mohammad Zolali	0786566719
Canton de Genève	Majid Mohseni	0764101426
Canton de Obwald	Abolghasem Faragollah	0763964432
Section en France	Mohammad Daizadeh	0033631279527

L'Iran n'est pas un Etat de droit!